

Elementen	Referentiepunten
Samenstelling van de eindejaars-toelage	<p>Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een forfaitair en een veranderlijk gedeelte.</p> <p>1° het forfaitair gedeelte bedraagt 8.000 F. :</p> <p>Met ingang van 1988 wordt het forfaitair gedeelte toegekend tijdens het vorige jaar telkens vermeerderd met een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen;</p> <p>De indexcijfers die van kracht zijn in oktober van het vorig jaar en in oktober van het uitbetalingsjaar worden in aanmerking genomen;</p> <p>Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen.</p> <p>2° Het veranderlijk gedeelte bedraagt 2,5 pct. van de jaarlijkse brutobezoldiging die tot grondslag diende voor de berekening van de bezoldiging verschuldigd voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar of die tot grondslag voor de berekening van die bezoldiging zou gediend hebben.</p>

(\*) Recht dat afhangt van een bevoegdheid die aan de federale overheid is toegewezen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 25 januari 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met de Internationale Betrekkigen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken en Sport,

R.DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de Optrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 531

[C — 2001/27111]

#### 15 FEVRIER 2001. — Décret relatif aux bourses de préactivité (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement peut octroyer une subvention dénommée « bourse de préactivité », ci-après dénommée « la bourse », à toute personne physique proposant un projet de création d'entreprise, basé sur une idée originale, ci-après dénommée « le promoteur », dans tout secteur d'activité, à l'exclusion des secteurs couverts par le traité CECA, de la construction navale, des transports, de l'agriculture et de la pêche.

**Art. 2.** Le projet peut porter sur tout procédé, produit ou service que le promoteur a mis au point ou dont il a simplement élaboré les principes. Le projet doit tendre à la création d'une entreprise : société à but lucratif ou société à finalité sociale.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La bourse est destinée à couvrir partiellement ou totalement les dépenses engagées par le promoteur durant la phase d'étude, d'élaboration et de mise en forme de son projet.

§ 2. Les dépenses admissibles comprennent les frais facturés au promoteur par des tiers et relatifs à :

1° la rédaction d'une présentation claire et structurée de l'idée de départ, ainsi que le montage du projet de création d'entreprise;

2° toute mission de consultance utile à cette fin et, notamment, les enquêtes de marketing pour déterminer un public cible, les études technico-économiques, en ce compris les aspects relatifs à la propriété intellectuelle, la recherche et l'identification de partenaires potentiels, sans que cette énumération soit limitative;

3° l'acquisition et la consultation de documentation;

4° les déplacements, visites ou contacts avec des professionnels;

5° l'acquisition ou la location d'équipement indispensable à la réalisation de travaux de recherche, ainsi que des matériaux et fournitures nécessaires à la mise en forme du projet.

Les dépenses admissibles comprennent également les dépenses de toute nature engagées par le promoteur pour les besoins du projet. Ces dépenses sont estimées forfaitairement à 10 % des dépenses admissibles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. La bourse est au maximum de 500 000 francs et couvre au plus 80 % des dépenses admissibles.

Dans le cas où le promoteur doit renoncer temporairement à tout revenu pour se consacrer à son projet, ces plafonds sont portés respectivement à 625 000 francs et à 100 %.

**Art. 4.** Un même projet ne peut faire l'objet que d'une seule bourse. Toutefois, un complément de bourse peut être octroyé par le Gouvernement, si ce complément est déterminant pour la création effective de l'entreprise.

Les dispositions de l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, et de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, sont applicables pour l'octroi d'un complément de bourse.

Le complément de bourse est au maximum de 250 000 francs et couvre au plus 80 % des dépenses complémentaires.

Dans les conditions de l'article 3, § 3, alinéa 2, les plafonds sont portés respectivement à 312 500 francs et à 100 %.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Il est constitué un comité de sélection (ci-après « le comité »), chargé d'examiner les projets selon les critères d'évaluation visés à l'article 6 et de rendre un avis au Gouvernement.

Le Gouvernement peut confier au comité toute autre mission relative aux bourses.

§ 2. Le comité est composé au maximum de dix membres et de dix membres suppléants, issus de milieux économiques ou scientifiques (en ce compris l'économie sociale marchande).

Le Gouvernement arrête :

- 1° la composition du comité;
- 2° ses règles de fonctionnement;
- 3° la désignation de ses membres;
- 4° leur rétribution éventuelle;
- 5° la durée de leur mandat.

**Art. 6.** Les critères d'évaluation comprennent au minimum les critères suivants :

- 1° le caractère original de l'activité à développer;
- 2° le réalisme de la méthode de travail envisagée et l'encadrement professionnel du projet;
- 3° les possibilités de développement de l'activité en Wallonie;
- 4° l'ampleur des retombées en matière d'emplois et la nature de ceux-ci.

Une priorité est accordée à une première idée originale dans le chef du promoteur.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement arrête les modalités relatives à :

- 1° l'introduction et l'évaluation des projets;
- 2° la promotion et l'exécution de la mesure;
- 3° l'agrément des consultants et des organismes habilités à encadrer un projet.

§ 2. Le Gouvernement veille également au contrôle de la mise en application du présent décret, notamment en ce qui concerne le respect de la règle *de minimis* visée au point 2.2 de l'encadrement communautaire des aides d'Etat aux petites et moyennes entreprises (96/C 213/04) et l'obligation faite au bénéficiaire d'informer l'administration de toute intervention publique reçue dans une période de trois ans précédant et suivant la date d'octroi de la bourse.

§ 3. Le Gouvernement arrête l'évaluation annuelle qualitative et quantitative des résultats et des performances de la mesure.

Cette évaluation est transmise au Conseil régional wallon au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année suivante.

**Art. 8.** Dans le décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à l'article 1<sup>er</sup>, sont supprimés les mots « 9° « inventeur isolé » : toute personne physique qui, à titre individuel et en dehors de toute entreprise, a soit élaboré les principes, soit mis au point un produit, procédé ou service original; »
- 2° à l'article 2, sont supprimés les mots « 8° les inventeurs isolés. »;
- 3° à l'article 3, § 4, sont supprimés les mots « ou aux inventeurs isolés ».

**Art. 9.** Sont exclues du champ d'application du présent décret les personnes physiques ayant déjà bénéficié pour le même objet de l'aide visée à l'article 3, § 4, du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies.

**Art. 10.** Le présent décret entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de son arrêté d'exécution.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 février 2001.

Le Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme M. ARENA

Notes

(1) Session 2000-2001.

*Documents du Conseil* 168 (2000-2001) N<sup>os</sup> 1 à 12

*Compte rendu intégral*. Séance publique du 7 février 2001.

Discussion - Vote.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 531

[C — 2001/27111]

## 15. FEBRUAR 2001 — Dekret über die Vorstartbeihilfen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Die Regierung kann jeder weiter unten «Initiator» genannten natürlichen Person, die ein auf einer originellen Idee beruhendes Projekt zur Gründung eines Unternehmens unterbreitet, einen weiter unten «Vorstartbeihilfe» genannten Zuschuss gewähren, dies in jedem Tätigkeitssektor, mit Ausnahme der durch den EGSK-Vertrag gedeckten Sektoren, des Schiffbaus, des Transportwesens, der Landwirtschaft und des Fischfangs.

**Art. 2** - Das Projekt kann jegliches Verfahren, jegliches Produkt oder jegliche Dienstleistung betreffen, die von dem Initiator entwickelt worden sind, oder deren Prinzipien von ihm ausgearbeitet worden sind. Das Projekt muss die Gründung eines Unternehmens zum Ziel haben: Gesellschaft mit Erwerbzzweck oder Gesellschaft mit sozialer Zielsetzung.

**Art. 3** - § 1. Die Beihilfe hat zum Ziel, die von dem Initiator während der Forschungs-, Entwurfs- und Strukturierungsphase seines Projektes eingegangenen Ausgaben teilweise bzw. vollständig zu decken.

§ 2. Die zulässigen Ausgaben enthalten die dem Initiator von Dritten in Rechnung gestellten Kosten in Bezug auf:

1° die Verfassung einer klaren und strukturierten Darstellung der Ausgangsidee, sowie auf den Aufbau des Projektes zur Gründung eines Unternehmens;

2° jegliche zu diesem Zweck notwendige Beratungsleistung, nämlich die Marketingstudien, um eine Zielgruppe zu bestimmen, die technisch-wirtschaftlichen Studien, einschließlich der mit dem geistigen Eigentum verbundenen Aspekte, die Suche nach möglichen Partnern und deren Identifizierung, wobei diese Auflistung nicht einschränkend ist;

3° den Erwerb und das Konsultieren von Dokumentationsmaterial;

4° die Reisen, Besuche oder Kontakte mit Spezialisten;

5° den Erwerb bzw. das Anmieten von für die Durchführung von Forschungsarbeiten unentbehrlicher Ausrüstung sowie von für die Strukturierung des Projektes notwendigen Materialien und Gütern.

Die zulässigen Aufwendungen enthalten ebenfalls die Ausgaben jeglicher Art, die den Erfordernissen des Projektes entsprechend von dem Initiator eingegangen werden. Diese Ausgaben werden pauschal auf 10% der in Absatz 1 erwähnten zulässigen Ausgaben geschätzt.

§ 3. Die Beihilfe beträgt höchstens 500 000 BEF und deckt höchstens 80 % der zulässigen Ausgaben.

Falls der Initiator zeitweise auf jegliches Einkommen verzichten muss, um sich auf sein Projekt zu konzentrieren, werden diese Höchstbetragsgrenzen auf 625 000 BEF bzw. 100 % angehoben.

**Art. 4** - Für ein einzelnes Projekt kann nur einmal eine Beihilfe gewährt werden. Ein zusätzlicher Beihilfebetrags kann jedoch von der Regierung gewährt werden, falls dieser zusätzliche Betrag für die tatsächliche Gründung des Unternehmens ausschlaggebend ist.

Die Bestimmungen des Artikels 3, §§ 1 und 2 und des Artikels 5, § 1, Absatz 1 kommen für die Gewährung eines zusätzlichen Beihilfebetrags zur Anwendung.

Der zusätzliche Beihilfebetrags beläuft sich auf höchstens 250 000 BEF und deckt höchstens 80 % der zusätzlichen Ausgaben.

Unter den Bedingungen des Artikels 3, § 3, Absatz 2 werden die Höchstbetragsgrenzen auf 312 500 BEF bzw. 100 % angehoben.

**Art. 5** - § 1. Ein Auswahlausschuss (weiter unten «der Ausschuss») wird gegründet und damit beauftragt, die Projekte unter Berücksichtigung der in Artikel 6 erwähnten Bewertungskriterien zu überprüfen und der Regierung ein Gutachten vorzulegen.

Die Regierung kann den Ausschuss mit jeglicher mit den Beihilfen verbundenen Aufgabe beauftragen.

§ 2. Der Ausschuss besteht aus höchstens zehn Mitgliedern und zehn stellvertretenden Mitgliedern, die den wirtschaftlichen bzw. wissenschaftlichen Kreisen (einschließlich der sozialen Marktwirtschaft) angehören.

Die Regierung bestimmt:

1° die Zusammensetzung des Ausschusses;

2° die Regeln für dessen Arbeitsweise;

3° die Bezeichnung seiner Mitglieder;

4° deren etwaige Entlohnung;

5° die Dauer ihres Mandats.

**Art. 6** - Die Bewertungskriterien enthalten mindestens die folgenden Kriterien:

1° der originelle Charakter der zu entwickelnden Tätigkeit;

2° die Wirklichkeitsnähe der berücksichtigten Arbeitsmethode und die professionelle Begleitung des Projektes;

3° die in der Wallonie für die Tätigkeit bestehenden Entwicklungsmöglichkeiten;

4° der Umfang der Auswirkungen in Sachen Beschäftigung und deren Art.

Einer ersten originellen Idee seitens des Initiators wird der Vorrang gegeben.

**Art. 7** - .§ 1. Die Regierung bestimmt die Modalitäten in Bezug auf:

- 1° die Einreichung und die Bewertung der Projekte;
- 2° die Förderung und die Durchführung der Maßnahme;
- 3° die Zulassung der Berater und der zur Betreuung eines Projektes befugten Einrichtungen.

§ 2. Die Regierung sorgt ebenfalls für die Überprüfung der Anwendung des vorliegenden Dekrets, insbesondere in Bezug auf die Einhaltung der in Punkt 2.2 des Gemeinschaftsrahmens für Staatsbeihilfen zugunsten der kleinen und mittleren Unternehmen (96/C213/04) erwähnten *de minimis*-Regel und auf die für den Bezugsberechtigten bestehende Verpflichtung, die Verwaltung über jegliche öffentliche Bezuschussung zu informieren, die er innerhalb eines dreijährigen Zeitraums vor und nach dem Datum der Gewährung der Beihilfe erhalten hat.

§ 3. Die Regierung bestimmt die jährliche qualitative und quantitative Bewertung der Ergebnisse und der Wirksamkeit der Maßnahme.

Diese Bewertung wird dem Wallonischen Regionalrat spätestens am 1. Juni des folgenden Jahres übermittelt.

**Art. 8** - Im Dekret vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 1 wird der folgende Wortlaut gestrichen: «9° «Einzelerfinder»: jede natürliche Person, die individuell und ohne die Mitwirkung eines Unternehmens entweder die Prinzipien aufgestellt hat oder ein originales Produkt, Verfahren oder eine originale Dienstleistung entwickelt hat;»;

2° in Artikel 2 wird der folgende Wortlaut gestrichen: «8° die Einzelerfinder.»;

3° in Artikel 3, § 4 wird der folgende Wortlaut gestrichen: «oder den Einzelerfindern».

**Art. 9** - Die natürlichen Personen, die die in Artikel 3, § 4 des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien erwähnte Beihilfe für dasselbe Projekt schon in Anspruch genommen haben, werden aus dem Anwendungsbereich des vorliegenden Dekrets ausgeschlossen.

**Art. 10** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage des Inkrafttretens seines Durchführungserlasses in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 15. Februar 2001

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

—  
Fußnoten

(1) Sitzung 2000-2001.

Dokumente des Rates 168 (2000-2001) Nr. 1 bis 12

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 7. Februar 2001.

Diskussion – Abstimmung.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 531

[C — 2001/27111]

## 15 FEBRUARI 2001. — Decreet betreffende de pre-startpremies (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** De Regering kan een subsidie, « pre-startpremie » genoemd, hierna « de premie » genoemd, toekennen aan iedere natuurlijke persoon die, op grond van een innovatief idee, een project voor de oprichting van een bedrijf voorstelt, hierna « promotor » genoemd, in iedere sector, met uitzondering van de in het EGKS-verdrag vermelde sectoren, scheepsbouw, vervoer, landbouw en visserij.

**Art. 2.** Het project kan betrekking hebben op ieder door de promotor tot stand gebracht procédé, product of dienst of waarvan hij enkel de principes heeft uitgewerkt. Het project moet leiden tot de oprichting van een bedrijf : vennootschap met winstoogmerk of vennootschap met sociaal oogmerk.

**Art. 3.** § 1. De premie is bestemd voor de gedeeltelijke of gehele dekking van de uitgaven die de promotor vastlegt tijdens de studie-, uitwerkings- en vormgevingsfase.

§ 2. De in aanmerking genomen uitgaven omvatten de ten laste van de promotor door derden gefactureerde kosten die betrekking hebben op :

1° het opstellen van een duidelijke en gestructureerde tekst over het uitgangspunt, alsmede de totstandbrenging van het project voor de oprichting van het bedrijf;

2° iedere daartoe nuttige consultancy-taak met name marktanalyse om een doelpubliek te bepalen, technisch-economische studies, met inbegrip van de aspecten i.v.m. intellectuele eigendom, het zoeken naar en de identificatie van mogelijke partners, enz...

3° het aanschaffen en raadplegen van documentatie;

4° verplaatsingen, bezoeken of contacten met vaklieden;

5° het verwerven of de huur van voorzieningen die onontbeerlijk zijn voor onderzoekwerkzaamheden, alsmede materieel en uitrustingen die nodig zijn om een concrete vorm aan het project te geven.

De in aanmerking genomen uitgaven omvatten ook allerhande door de promotor aangegane uitgaven die voor de uitvoering van het project noodzakelijk zijn. Deze uitgaven worden forfaitair geschat op 10 % van de in aanmerking genomen uitgaven bedoeld in het eerste lid.

§ 3. De premie bedraagt maximum 500 000 BEF en dekt 80 % van de in aanmerking genomen uitgaven.

Indien de promotor tijdelijk van ieder inkomen moet afzien om zich aan zijn project te wijden, worden deze maximumwaarden respectievelijk gebracht op 625 000 BEF en 100 %.

**Art. 4.** Voor hetzelfde project mag slechts één premie worden toegekend. Een aanvullende premie kan evenwel door de Regering worden toegekend indien ze beslissend is voor de effectieve oprichting van het bedrijf.

De bepalingen van artikel 3, §§ 1 en 2, en van artikel 5, § 1, eerste lid, zijn van toepassing op de toekenning van een aanvullende premie.

De aanvullende premie bedraagt maximum 250 000 BEF en dekt maximum 80 % van de aanvullende uitgaven.

In de voorwaarden van artikel 3, § 3, tweede lid, worden de maximumwaarden respectievelijk gebracht op 312 500 BEF en 100 %.

**Art. 5.** § 1. Er wordt een selectiecomité (hierna « het comité » genoemd) opgericht, dat tot taak heeft de projecten op grond van de in artikel § 6 bepaalde criteria te onderzoeken en een advies uit te brengen voor de Regering.

De Regering kan het comité belasten met iedere andere opdracht in verband met de premies.

§ 2. Het comité bestaat uit maximum tien leden en tien plaatsvervangende leden uit economische of wetenschappelijke kringen (met inbegrip van sociale profitsector).

De Regering bepaalt :

1° de samenstelling van het comité;

2° de regels voor de werking van het comité;

3° de aanwijzing van de leden van het comité;

4° de eventuele vergoeding;

5° de duur van het mandaat.

**Art. 6.** De evaluatiecriteria hebben minstens betrekking op :

1° het innovatief karakter van de te ontwikkelen activiteit;

2° de haalbaarheid van de geplande werkwijze en de inbedding van het project in een professionele omgeving;

3° de mogelijkheden om de activiteit in Wallonië te ontwikkelen;

4° de invloed van het project op de werkgelegenheid en de aard hiervan;

De voorkeur wordt gegeven aan promotoren die met een eerste innovatief idee voor het voetlicht treden.

**Art. 7.** § 1. De Regering bepaalt de regels voor :

1° de indiening en de evaluatie van de projecten;

2° de bevordering en de uitvoering van de maatregel;

3° de erkenning van de consultants en van de instellingen die ertoe gemachtigd zijn een project te begeleiden.

§ 2. De Regering zorgt voor de tenuitvoerlegging van dit decreet, namelijk wat betreft de inachtneming van de « de minimis »-regeling bedoeld onder punt 2.2. van de communautaire kaderregeling van de staatssteun aan de kleine en middelgrote ondernemingen (96/C 213/04) en de verplichting die de gerechtigde wordt opgelegd om het bestuur op de hoogte te brengen van iedere openbare tegemoetkoming die binnen drie jaar vóór en na de datum van toekenning van de premie wordt ontvangen.

§ 3. De Regering bepaalt de jaarlijkse kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie van de resultaten en het effect dat de maatregel gesorteerd heeft.

Deze evaluatie wordt uiterlijk op 1 juni van het volgende jaar aan de Waalse Gewestraad overgemaakt.

**Art. 8.** In het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 1 worden de woorden « 9° « alleenstaande uitvinder » elke natuurlijke persoon die, persoonlijk en buiten ieder bedrijf, hetzij de beginselen heeft opgesteld, hetzij een origineel product, procédé of dienst heeft vervaardigd; » geschrapt;

2° in artikel 2 worden de woorden « 8° de alleenstaande uitvinders. » geschrapt;

3° in artikel 3, § 4, worden de woorden « of aan de alleenstaande uitvinders » geschrapt.

**Art. 9.** De natuurlijke personen die voor hetzelfde doel reeds in aanmerking zijn gekomen voor de subsidie bedoeld in artikel 3, § 4, van het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën, vallen niet onder het toepassingsgebied van dit decreet.

**Art. 10.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het desbetreffende uitvoeringsbesluit in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 februari 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. M. ARENA

—————  
Nota's

(1) *Zitting 2000-2001*

*Stukken van de Raad* 168 (2000-2001) Nr. 1 t.e.m. 12

Mondeling verslag

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 7 februari 2001.

Bespreking - Stemming.